

des points contre ce fléau qu'est l'*apartheid*. Bon nombre de nos gouvernements nationaux ont pris, à titre individuel, des mesures à l'endroit de l'Afrique du Sud. Au début du mois, j'ai annoncé une série de mesures que le gouvernement du Canada avait décidé de prendre : dénoncer notre accord de double imposition et mettre un terme à notre assurance globale des exportations; resserrer notre code de conduite et demander la publication de rapports sur le respect de ce code de conduite; interdire les exportations de matériel sensible, comme les ordinateurs, et accroître de façon marquée notre financement de l'éducation et de la formation des Noirs en Afrique du Sud et au Canada. Dans notre cas, ces mesures et d'autres encore étaient les premiers résultats de la revue gouvernementale de la politique du Canada vis-à-vis de l'Afrique du Sud. J'ai indiqué clairement que d'autres mesures suivraient, et qu'elles seraient examinées en étroite consultation avec d'autres membres du Commonwealth.

L'ancien premier ministre du Canada, M. John Diefenbaker, a été l'un des principaux artisans de la décision prise par la conférence du Commonwealth en 1961 d'expulser l'Afrique du Sud. Il a indiqué, à l'époque, que la porte resterait toujours entrouverte et que le Canada chercherait à renouer ses anciennes relations avec ce pays lorsque la politique d'*apartheid* serait abandonnée et que tous les Sud-Africains recevraient le même traitement selon les lois et la constitution de ce pays.

Cette conférence se déroulait il y a presque un quart de siècle, mais en Afrique du Sud, l'*apartheid* continue et la violence augmente, au même rythme que grandit dans mon pays la répulsion à l'endroit de cette ségrégation. Nous sommes incapables d'accepter le fait que la majorité des Sud-Africains doivent rester en marge de la société, être privés de dignité et des droits les plus fondamentaux, être harcelés par la police, être mis en détention de façon arbitraire, être privés de leur citoyenneté, être séparés de leurs familles et n'avoir, dans les faits, aucune voix au chapitre dans la gestion des affaires de leur propre pays.

Dans les quelques semaines à venir, l'Afrique du Sud sera probablement le témoin d'une violence encore accrue, que les autres pays condamneront encore une fois. Le pire serait de voir le fossé des solitudes s'élargir davantage encore et la violence s'aggraver. Le rôle premier du Commonwealth et de ses pays membres est de se diriger vers des réformes qui permettront à la fois de mettre fin à l'*apartheid* et de rebâtir les liens avec l'Afrique du Sud.

On ne peut jamais mesurer de façon certaine le poids de l'opinion internationale. Nous devons supposer que les leaders des secteurs public et industriel d'Afrique du Sud désirent l'harmonie et non l'hostilité entre leur pays et le reste du monde, et nous devons nous souvenir que notre objectif principal est de changer les opinions et les comportements à l'intérieur même de l'Afrique du Sud.

Il nous faudra pour cela faire preuve d'une grande fermeté dans notre condamnation de l'*apartheid* et être déterminés à trouver les moyens de réunir toutes les parties intéressées dans une même réforme.

L'évêque, Monseigneur Tutu, s'est offert à rencontrer le président de la République d'Afrique du Sud. J'ai applaudi cette initiative et je ressens un certain encouragement face à ce qui peut être interprété comme une réponse positive de la part des autorités sud-africaines. D'autres mesures du genre de la part de l'Afrique du Sud permettraient à la situation de progresser et réduiraient les risques de violence.